

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

A. INTRODUCTION :

Le débat d'orientation budgétaire est une obligation pour les communes et les communautés de communes de plus de 3500 habitants. Il doit permettre, comme son appellation le suggère, la tenue d'un débat au sein de l'assemblée délibérante sur les grandes orientations budgétaires de l'année à venir. Il prépare le budget prévisionnel dont le vote doit intervenir dans les deux mois qui suivent le DOB.

2018 est la deuxième année de la Communauté de Communes de la Dombes issue de la fusion des trois Communautés de Communes Chalaronne Centre, Centre Dombes et du Canton de Chalamont en application du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale imposé par la Loi NOTRe.

Au plan National, on retiendra probablement de l'année 2018 plusieurs points négatifs, les démissions des ministres de l'intérieur et de l'écologie, les attentats dans l'Aude ou à Strasbourg, la grève à la SNCF et le mouvement des gilets jaunes, mais également une historique victoire en coupe du monde de football dont l'impact dépasse largement le seul secteur sportif. Au niveau économique, le redressement amorcé semble avoir été rapidement annihilé par le mouvement des gilets jaunes.

Dans le secteur public, 2018 aura été une année étonnamment calme au niveau réglementaire avec essentiellement la clarification sur le calendrier du transfert de la compétence assainissement. Cependant comme en 2017, les prolongements de la Loi NOTRe ne sont pas encore entièrement soldés, notamment au niveau des modalités d'exercice des compétences. Sur notre EPCI, 2018 a permis de finaliser la rédaction des statuts en uniformisant les compétences notamment au niveau de l'intérêt communautaire.

Au niveau du territoire, 2018 a été marquée par un nouvel et sévère épisode de sécheresse qui a fortement impacté la vie agricole en général et nos étangs en particulier.

Au plan économique, le territoire a vu l'émergence d'une dynamique autour de la CCD avec Dombes'Entreprendre notamment et la finalisation de la maîtrise foncière du Parc d'Activités Economiques de la Dombes.

Concernant la Communauté de Communes de la Dombes, les fastidieuses opérations d'uniformisation des fonctionnements des structures fusionnées ne doivent pas occulter les nombreuses actions engagées, poursuivies ou finalisées au cours de cette année 2018 et notamment :

- Le Centre Aquatique à Villars les Dombes,
- L'hôtel d'entreprises à Châtillon-sur-Chalaronne,
- L'étude de faisabilité sur Créathèque à Saint Trivier sur Moignans,
- La construction de la Micro-crèche et du Relais d'Assistants Maternels de Marlieux,
- Le RAM de Mionnay,
- La DSP de « La Nizière »,
- L'implantation de colonnes enterrées pour la collecte du verre.

Certains de ces projets comme l'Hôtel d'Entreprises doivent engendrer des produits, mais il est de bonne gestion de ne pas les anticiper. Conformément à ce qui avait été envisagé en 2017, les dépenses nouvelles générées par la charge de gestion de Nautidombes à Villars les Dombes et de l'accueil des scolaires à Aquadombes avoisinera les 300.000€/annuels.

A périmètre d'intervention équivalent, on peut constater que concernant le personnel, 2018 aura été une année marquée par une forte stabilité. En effet, aucun poste n'a été créé.

En conséquence, le niveau de dépenses du chapitre 012 inscrit au Budget Principal a été respecté. 2019 devrait se situer dans le prolongement de 2018 du point de vue des effectifs de personnel. Afin de pouvoir faire face à d'éventuels recrutements que pourraient imposer un éventuel nouveau transfert de compétence ou la création d'un nouveau service commun, à l'uniformisation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) et aux contraintes du Glissement Vieillesse Technicité, traditionnellement fixé à 3%, le montant inscrit au Budget Primitif 2019 au chapitre 012 devrait intégrer un montant similaire à celui inscrit au BP 2018 assorti du Glissement Vieillesse Technicité.

Concernant les projets d'investissements prévus en 2019, on retrouve principalement :

- L'acquisition et l'implantation de panneaux d'information lumineux,
- La construction de la déchèterie de Châtillon-sur-Chalaronne (études principalement),
- La remise en état de « La Nizière »,
- (liste détaillée en fin de document)

Concernant le fonctionnement, 2019 s'inscrit dans la continuité de l'année 2018, marquant ainsi une phase de consolidation et de stabilisation de la structure. Cependant, il convient de rappeler la participation de la CCD aux efforts qui doivent être consentis par le SIEA prévus en 2018 mais non réalisés et reportés en 2019.

Au niveau des recettes, la réduction des dotations d'Etat s'est confirmée avec notamment le maintien d'une participation au redressement des finances publiques en 2018. Et si la bonification de la Dotation Globale de Fonctionnement a été maintenue pour la CCD en 2019 au même niveau qu'en 2018, c'est lié au fait que la fusion garantit durant les deux années qui la suivent, aux EPCI fusionnés, un niveau de DGF au moins identique à celui des années précédentes. En 2019, la perception de la DGF bonifiée ne peut pas être raisonnablement anticipée.

L'évolution des bases fiscales est dorénavant fixée par la Loi de finances et pour 2019, le taux est fixé à 2,2%, ce qui constitue une augmentation supérieure de 1% à celle de 2018.

Dans ces conditions, il est possible d'envisager sereinement une réévaluation mesurée des taux d'imposition pour permettre un ajustement des produits fiscaux sur les besoins identifiés pour le territoire.

B. QUELQUES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE :

Au niveau mondial :

Perspectives de l'économie mondiale, européenne et nationale 2018-2019

1- De lourdes incertitudes pèsent sur la croissance mondiale.

La croissance est restée solide au premier semestre 2018 mais l'expansion pourrait avoir atteint un plafond. Des écarts de plus en plus marqués se font jour entre les pays.

Elle devrait s'établir à 3.7 % en 2019, soit très légèrement en deçà des normes d'avant la crise, et les risques de détérioration par rapport aux prévisions s'intensifient.

(Source : rapport de l'OCDE, les perspectives économiques intermédiaires, 20 septembre 2018, <https://data.oecd.org/fr/gdp/previsions>)

2- Sur le plan européen, la situation économique en légère baisse

La Banque centrale européenne (BCE) table sur une prévision de croissance de la zone euro de 2% du PIB en 2018 et 1.9% en 2019. Les prévisions d'inflation s'établissent à 1.7 % en 2019.

3- Sur le plan national, le climat de l'emploi reste stable

Le produit intérieur brut (PIB) atteindrait 1.6 % fin 2018 contre 2.3 % en 2017 et 1,5% en 2019.

En septembre 2018, les prix à la consommation diminuent de 0.2 % sur un mois et augmentent de 2.2 % sur un an.

Le taux d'inflation serait de 1,9% en 2018 contre 1,2% en 2019.

Le taux de chômage s'établirait à 8.9 % de la population active en fin d'année 2018 soit +130.000 en emplois créés en 2018, en stabilité pour 2019.

(Sources : INSEE, point de conjoncture, octobre 2018 <https://www.insee.fr/fr/statistiques> et prévisions la Banque Postale)

Les taux d'intérêt se maintiennent à un niveau historiquement bas.

C. AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA DOMBES

A l'image du bloc communal et des EPCI au plan national, la CCD est confrontée à une équation complexe à résoudre :

- Une augmentation du champ d'intervention au travers de transferts de compétences ou d'augmentation d'activités (GEMAPI, Poteaux d'Incendie, NATURA 2000, PAEC etc.),
- Une augmentation des prélèvements et participations aux structures intercommunales ou départementales (SIEA, ORGANOM, VSDI dans des proportions moindres),
- Un ralentissement de l'augmentation des recettes fiscales liées à la dynamique des bases, fixée en 2019 à 2,2%,
- Une réduction des concours de l'Etat et des autres financeurs traditionnels comme les Conseils Départementaux, également impactés par la baisse des dotations,
- Une attente renforcée des communes pour un soutien financier permettant de compenser la réduction des dotations d'Etat,
- Un renforcement de normes et des contraintes réglementaires.

Dans ce contexte délicat, que connaissent de nombreux EPCI, la CCD doit conserver une dynamique budgétaire qui lui permette d'assurer en 2019 et les années suivantes, des investissements permettant de mettre en œuvre le projet de territoire.

A cet effet, une réflexion sur la nécessité d'une évolution mesurée des taux d'imposition peut être menée.

Il pourrait s'agir d'envisager une légère progression garantissant pour la Collectivité une situation financière qui ne lui imposerait pas des augmentations de taux brutales à l'avenir.

D. ENDETTEMENT

Au niveau de l'endettement, de l'ordre de 10.592.000€ au 31 décembre 2018, les principaux ratios de désendettement démontrent un niveau correct :

- Encours de dette par habitant : 270 €/habitant
- La capacité de désendettement ou délai de désendettement représente le montant total de la dette / la CAF brute (Recettes réelles de fonctionnement-dépenses réelles de fonctionnement hors remboursement du capital de la dette).

Concernant la CCD, il convient de l'aborder selon plusieurs configurations :

- Les chiffres bruts donnent :
CAF Brute : 973.000 € ➡ délai de désendettement 10,88 années
- Si l'on intègre les dépenses réalisées en fonctionnement au titre des Attributions de Compensation concernant le transfert de la compétence voirie (867.000€), la CAF Brute se situerait plutôt autour de 1.840.000€ ce qui établirait le ratio de désendettement à
CAF Brute retraitée : 1.840.000 € ➡ délai de désendettement 5,7 années
- Cette estimation est conforme à ce que le Rapport d'Orientation Budgétaire 2018 prévoyait sur ce point :
« CAF Brute retraitée : 2.037.646 € ➡ délai de désendettement 5,51 années »

Comme évoqué précédemment dans ce document, les nouvelles règles prudentielles en matière d'endettement préconisent pour les EPCI comme le nôtre de se situer en dessous de 12 années de désendettement.

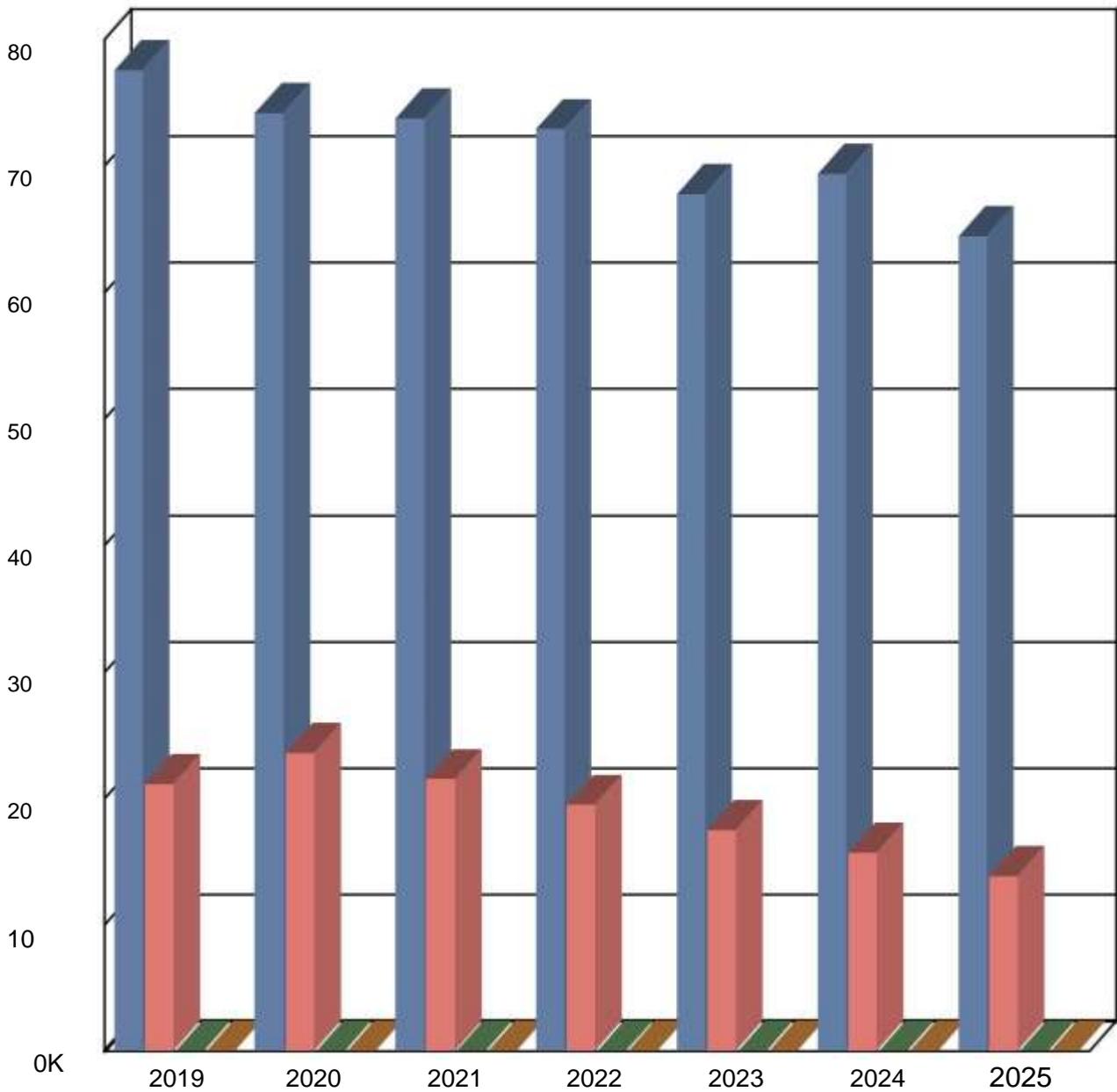
Endettement pluriannuel

CCD - COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA DOMBES

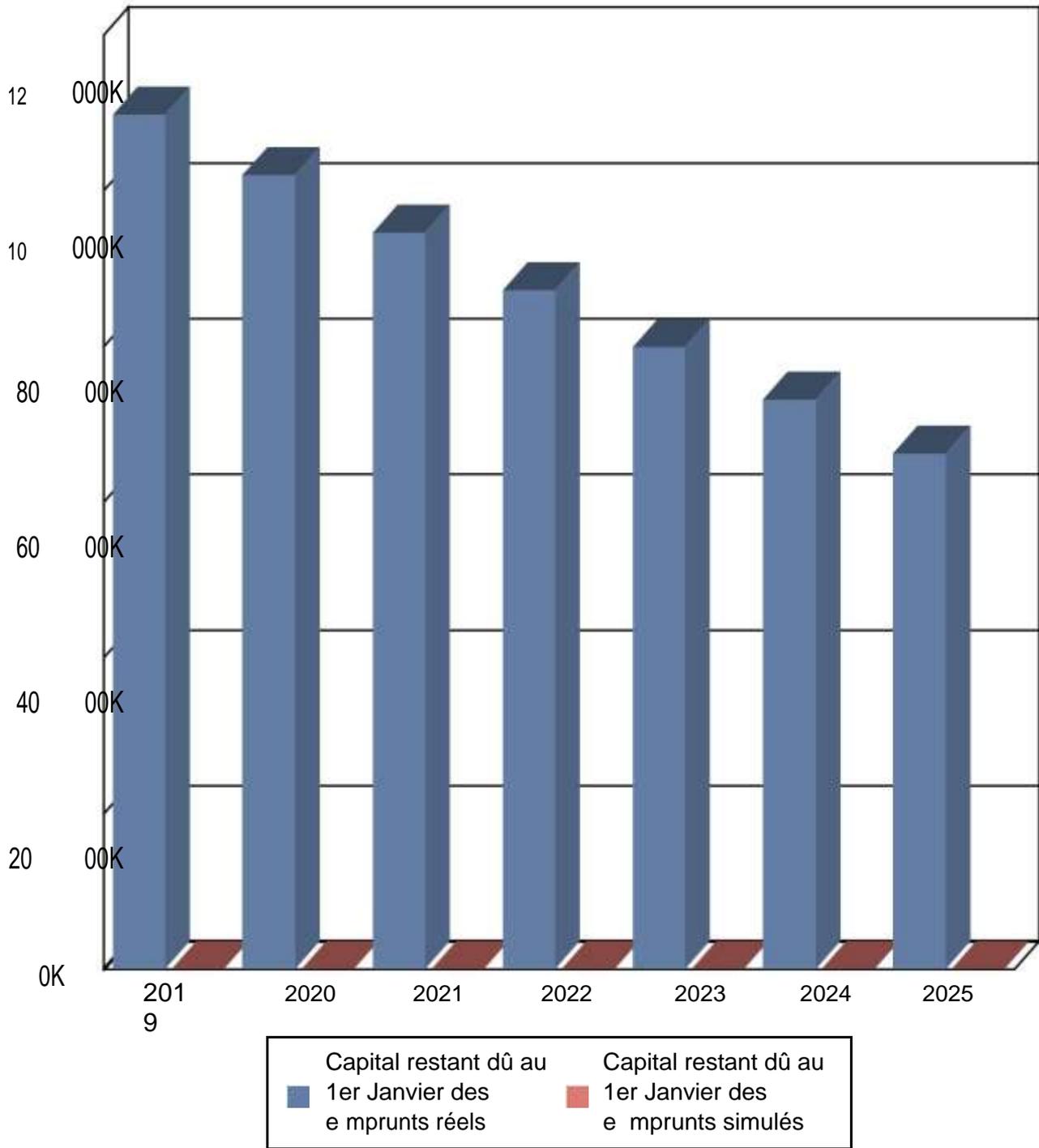
Budget : Tous les budgets - Période : du 01/01/2019 au 31/12/2025 - Sans prise en compte des emprunts simulés.

Exercice	Annuité	Intérêts	Capital	Frais TTC	Commissions TTC	Capital restant dû
2019	986 176.35€	210 989.50 €	775 186.85 €	0.00 €	0.00 €	10 975 181.61 €
2020	977 572.69€	235 942.18 €	741 630.51 €	0.00 €	0.00 €	10 199 994.76 €
2021	952 492.07€	215 104.09 €	737 387.98 €	0.00 €	0.00 €	9 458 364.25 €
2022	923 811.16€	194 756.74 €	729 054.42 €	0.00 €	0.00 €	8 720 976.27 €
2023	852 096.84€	174 726.72 €	677 370.12 €	0.00 €	0.00 €	7 991 921.85 €
2024	850 138.81€	156 610.87 €	693 527.94 €	0.00 €	0.00 €	7 314 551.73 €
2025	782 560.26€	138 264.16 €	644 296.10 €	0.00 €	0.00 €	6 621 023.79 €

Diagramme de remboursement



Capital restant dû



E. LES PRINCIPALES ORIENTATIONS ET EVOLUTIONS POUR L'ANNEE 2019

PRINCIPALES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT

En 2019, en complément des équipements précédemment évoqués, la CCD envisage plusieurs opérations d'investissement :

INVESTISSEMENTS					
COMPTE	OPERATION	LIBELLE	MONTANT	BUDGET	ANNEE
2183		MATERIEL INFORMATIQUE	4 000,00 €	ADS	2019
TOTAL INVESTISSEMENTS BUDGET ADS			4 000,00 €		
2031	185	MISE AUX NORMES DECHETERIE DE CHALAMONT	5 000,00 €	BA DECHETS	2019
2031	187	ETUDE NOUVELLE DECHETERIE DE CHATILLON	37 000,00 €	BA DECHETS	2019
2051		LOGICIEL TARIFICATION INCITATIVE	30 000,00 €	BA DECHETS	2019
2111		ACHAT TERRAIN POUR DECHETERIE DE CHATILLON SUR CHALARONNE	200 060,00 €	BA DECHETS	2019
2181	152	COLONNES ENTEREEES	120 000,00 €	BA DECHETS	2019
2181	181	COLONNES AERIENNES	24 000,00 €	BA DECHETS	2019
2181		COMPOSTEUR COLLECTIF	3 000,00 €	BA DECHETS	2019
2181		SIGNALIQUES DECHETERIES	5 000,00 €	BA DECHETS	2019
2183		MATERIEL INFORMATIQUE	5 000,00 €	BA DECHETS	2019
2184		MOBILIER	5 000,00 €	BA DECHETS	2019
TOTAL INVESTISSEMENTS BUDGET DECHETS			434 060,00 €		
2184		MOBILIER	5 000,00 €	AR	2019
2313		HOTEL D'ENTREPRISES	35 000,00 €	AR	2019
TOTAL INVESTISSEMENTS BUDGET ATELIER RELAIS			40 000,00 €		
2313		CHANGEMENT DE PORTE SUR LE COMMERCE DE CONDEISSIAT	5 000,00 €	COMMERCE	2019
TOTAL INVESTISSEMENTS BUDGET COMMERCE			5 000,00 €		
2313		TRAVAUX DIVERS + DIAGNOSTIC	15 000,00 €	CREATHEQUE	2019
TOTAL INVESTISSEMENTS BUDGET CREATHEQUE			15 000,00 €		
2313		TRAVAUX ETANG DE PECHE	60 000,00 €	BASE	2019
TOTAL INVESTISSEMENTS BUDGET BASE			60 000,00 €		
21755		ACHAT MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIEL	2 500,00 €	SPANC	2019
2183		MATERIEL INFORMATIQUE SERVICE SPANC	2 500,00 €	SPANC	2019
TOTAL INVESTISSEMENTS BUDGET SPANC			5 000,00 €		
2188		MATERIEL MUSIQUE ET SPORT	1 000,00 €	SERVICE COMMUN	2019
TOTAL INVESTISSEMENTS BUDGET SERVICE COMMUN			1 000,00 €		
202		REALISATION DOCUMENTS D'URBANISME	48 000,00 €	BP	2019
2031		PCAET FRAIS ETUDES INDDIGO	55 000,00 €	BP	2019
2031		GEMAPI ETUDE OPPORTUNITE FUSION	13 500,00 €	BP	2019
2031	197	GEMAPI ETANG PRELE PLAN DE GESTION	20 000,00 €	BP	2019
2031		ETUDE ACCOMPAGNEMENT TRANSFERT DE COMPETENCE ASSAINISSEMENT COLLECTIF	85 000,00 €	BP	2019
2031	207	ETUDE DE FAISABILITE DE LA MAISON DES ETANGS	50 000,00 €	BP	2019
2031	208	AMO ET ARCHITECTE EXTENSION MAISON DE SANTE DE CHALAMONT	60 000,00 €	BP	2019
2051		LOGICIELS DONT SERVICE COMMUNICATION	1 000,00 €	BP	2019
2117		PCAET ACQUISITION 50 HECTARES DE FORET	250 000,00 €	BP	2019
2128	198	GEMAPI ETANG PRELE AMENAGEMENTS	20 000,00 €	BP	2019
2158		MATERIEL ET OUTILLAGES TECHNIQUES	20 000,00 €	BP	2019
2158	195	RADARS PEDAGOGIQUES	88 000,00 €	BP	2019
2158	196	PANNEAUX D'INFORMATIONS LUMINEUX	140 000,00 €	BP	2019
2183		INFORMATIQUE POUR UN CDD ET UN STAGIAIRE NATURA 2000	2 000,00 €	BP	2019
2183		MATERIEL INFORMATIQUE	20 000,00 €	BP	2019
2183		MATERIEL INFORMATIQUE SERVICE DU SCOT	1 000,00 €	BP	2019
2188		STRUCTURE DE JEUX MULTI ACCUEIL	18 000,00 €	BP	2019
2188		ELECTROMENAGER BRIN'MALICE	1 000,00 €	BP	2019
2313	208	TRAVAUX MAISON DE SANTE DE CHALAMONT	400 000,00 €	BP	2019
2313	209	TRAVAUX DU 1ER ET 2EME ETAGES AU SIEGE DE CHATILLON SUR CHALARONNE	150 000,00 €	BP	2019
2313	210	TRAVAUX DE PROTECTION DES ROSELIERES SUR DIFFERENTS ETANGS	100 000,00 €	BP	2019
2313	176	REVISIONS DE PRIX RESTRUCTURATION CENTRE AQUATIQUE DE VILLARS LES DOMBES	140 000,00 €	BP	2019
2313		MUTUALISATION	50 000,00 €	BP	2019
2313	202	TRAVAUX CENTRE SOCIAL MOSAIQUE A CHALAMONT	25 000,00 €	BP	2019
2313		SECURISATION PROTECTIONS PILIERS BRIN'MALICE A CHATILLON	2 000,00 €	BP	2019
2313	203	TRAVAUX AUX HARAS DE CHATENAY	30 000,00 €	BP	2019
2313	211	REALISATION DE PISTES CYCLABLES	100 000,00 €	BP	2019
TOTAL INVESTISSEMENTS BUDGET PRINCIPAL			1 889 500,00 €		
TOTAL DES INVESTISSEMENTS			2 453 560,00 €		

FONCTIONNEMENT ET RESSOURCES HUMAINES

Comme évoqué précédemment, en matière de gestion courante, la démarche d'encadrement des dépenses de fonctionnement sera poursuivie avec notamment une limitation des dépenses de personnel en contenant le **chapitre 012 à 3%** d'augmentation à périmètre constant, ce qui correspond au Glissement Vieillesse Technicité.

Par ailleurs, compte-tenu des évolutions liées à la fusion et des nombreuses adaptations rendues nécessaires par cette fusion, l'année 2019 devrait s'inscrire dans une logique de consolidation et se traduire par une phase de stabilisation de l'organisation administrative et donc des effectifs.

C'est ce qui explique notamment la proposition d'une maîtrise stricte des dépenses de personnel. En cas de transfert de compétence, des communes vers la CCD ou l'inverse, l'objectif restera, à l'image de ce qui a été privilégié dans le cadre du schéma de mutualisation, de ne pas augmenter la charge de personnel du bloc communal et les transferts de personnels seront privilégiés.

TABLEAU COMPARATIF DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET AU 01/01/2019

TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET AU 01/01/2019		
EMPLOIS	NOMBRE	CADRE D'EMPLOI AUTORISE PAR L'ORGANE DELIBERANT
Service administratif		
Directeur général des services	1	Cadre d'emploi des attachés territoriaux
Directeur général adjoint	1	Cadre d'emploi des attachés territoriaux
Directeur général adjoint	1	Cadre d'emploi des attachés territoriaux ou rédacteurs territoriaux
Responsable service fonctions support	1	Cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux
Assistante administrative marchés publics	1	Cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux
Assistante administrative instances et communication	1	Cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux
Assistante de gestion comptabilité / RH	1	Cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux
Chargé programme LEADER	1	Cadre d'emploi des attachés territoriaux
Chef de projet LEADER	1	Cadre d'emploi des ingénieurs
Assistante administrative	1	Cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux
Assistante administrative	2	Cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux
Chargé de communication	1	Cadre d'emploi des rédacteurs, attachés territoriaux
Service aménagement du territoire		
Chargé de mission SCOT	1	Cadre d'emploi de catégorie A, absence de grade correspondant
Coordonnateur ADS	1	Cadre d'emploi des rédacteurs
Instructeur ADS	4	Cadre d'emploi des rédacteurs
Instructeur ADS	1	Cadre d'emploi des adjoints administratifs
Chef de projet PAEC/Natura 2000	1	Cadre d'emploi des rédacteurs, techniciens, attachés, ingénieurs
Gestionnaire administratif et financier LEADER	1	Cadre d'emploi des adjoints administratifs, rédacteurs
Service environnement		
Responsable service environnement	1	Cadre d'emploi des techniciens territoriaux ou agents de maîtrise
		Cadre d'emploi des adjoints technique territoriaux ou techniciens territoriaux ou agents de maîtrise
Ambassadeur du tri	1	Cadre d'emploi des techniciens territoriaux
Technicien assainissement non collectif	1	Cadre d'emploi des adjoints technique territoriaux
Agent des déchèteries	5	Cadre d'emploi des adjoints technique territoriaux
		Cadre d'emploi des techniciens territoriaux ou agents de maîtrise ou adjoints technique territoriaux
Technicien environnement SPANC	1	Cadre d'emploi des adjoints administratifs
Assistante administrative	1	Cadre d'emploi des adjoints administratifs
Service action sociale		
Intervenant en milieu scolaire sport	1	Cadre d'emploi des éducateurs des APS
Intervenant en milieu scolaire - musique	1	Cadre d'emploi des assistants territoriaux d'enseignement artistique
Agent d'accueil MSAP	1	Cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux ou adjoint adm. Territoriaux
Responsable du RAM	1	Cadre d'emploi des infirmiers de classe normale
Directeur multi-accueil	1	Cadre d'emploi des éducateurs de jeunes enfants ou infirmier
Animateur ludothèque	1	Cadre d'emploi des animateurs territoriaux
Agent de service petite enfance	1	Cadre d'emploi des animateurs territoriaux
Service économique		
		Cadre d'emploi des rédacteurs ou adjoints adm. Territoriaux ou attachés territoriaux
Chargé de développement économique	1	Cadre d'emploi des rédacteurs ou adjoints adm. territoriaux
Assistante de gestion financière	1	Cadre d'emploi des rédacteurs ou adjoints adm. territoriaux
Service tourisme		
Directeur de l'office de tourisme	1	Emploi spécifique
Responsable accueil office de tourisme	1	Cadre d'emploi des adjoints d'animation
Agent d'accueil office de tourisme	2	Cadre d'emploi des adjoints d'animation
Responsable tourisme	1	Cadre d'emploi des animateurs territoriaux
Service technique		
Agent de maintenance	2	Cadre d'emploi des adjoints technique territoriaux
TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET AU 01/01/2019		
EMPLOIS	NOMBRE	CADRE D'EMPLOI AUTORISE PAR L'ORGANE DELIBERANT
Service technique		
Agent d'entretien	1	Cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux - 17H00
Responsable entretien base la Nizière	1	Cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux - 32H00
Assistante de gestion comptable	1	Cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux - 5H00
Agent des déchèteries	1	Cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux - 19H00
Agent des déchèteries	2	Cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux - 14H00
Agent d'entretien	1	Cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux - 31H30
Agent d'entretien	1	Cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux - 11H00
Agent d'entretien	1	Cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux - 3H00
Service administratif		
		Cadre d'emploi des rédacteurs ou adjoint adm. Territoriaux - 10H30 à 18H00
Assistante administrative	1	
Service environnement		
Assistante administrative déchets	1	Cadre d'emploi des adjoints administratifs - 15H00 à 21H00
Service action sociale		
Intervenant en milieu scolaire - sport	1	Cadre d'emploi des éducateurs des APS - 30H00
Intervenant en milieu scolaire - sport	1	Cadre d'emploi des éducateurs des APS - 20H00 à 30H00
Intervenant en milieu scolaire - musique	1	Cadre d'emploi des assistants territoriaux d'enseignement artistique - 7H00 à 10H00
Intervenant en milieu scolaire - musique	1	Cadre d'emploi des adjoints d'animation - 8H00 à 10H00
Auxiliaire de puériculture	1	Cadre d'emploi des auxiliaires de puériculture - 17H30
TABLEAU DES EMPLOIS DE DROIT PRIVE A TEMPS COMPLET AU 01/01/2019		
EMPLOIS	NOMBRE	CADRE D'EMPLOI AUTORISE PAR L'ORGANE DELIBERANT
Service environnement		
Agent des déchèteries	2	Convention collective nationale des activités du déchet
Agent de collecte	3	Convention collective nationale des activités du déchet
Service technique		
Technicien des bâtiments - assainissement collectif	1	Convention collective nationale des entreprises des services d'eau et assainissement
Technicien assainissement non collectif	1	Convention collective nationale des entreprises des services d'eau et assainissement

SUBVENTIONS 2019

Subventions 2019 à hauteur de 1 050 000 €

Subventions du budget Principal aux budgets annexes à hauteur de 500 000 €

Subvention SPL Office de Tourisme de l'ordre de 450 000 € à 500 000 €

AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2019

- Participation de la CCD aux panneaux touristiques du Département pour 70 200 €
- Contribution au déploiement de la fibre optique (SIEA) pour 132 000 €
- Participation agriculture dombiste pour 30 000 €
- Plateforme numérique à hauteur de 200 000 €
- DSP Piscine Gisèle Baconnier et accueil scolaires AQUADOMBES à hauteur de 300 000 €
- DSP Petite Enfance à hauteur de 450 000 € (Centre social Mosaïque et Leo Lagrange)

➤ **Au-delà du strict bon sens, les autres principes de bonne gestion seront conservés :**

- Tenue d'une comptabilité d'engagements,
- Poursuite d'une approche analytique raisonnée des différentes compétences,
- Suivi de la dette et limitation du recours à l'emprunt,
- Ajustement des délais de paiement,
- Procédure d'achat formalisée,
- Gestion au plus juste des stocks de produits de traitements et de petits matériels,
- Favorisation de travaux en régie,
- Renégociation des contrats arrivant à échéance

➤ **En matière de recettes et notamment fiscales:**

- Ajustement éventuel des taux de TFNB, TFB, TH et CFE
- Maintien des taux de TEOM au même niveau

VARIATION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

- Le BP 2018 prévoyait en dépenses de fonctionnement au chapitre 011 : 1.602.714 €.
- Le BP 2019 devrait prévoir une augmentation de 1,25% environ afin de prendre en compte notamment le coût de la DSP de la piscine Gisèle Baconnier et de l'accueil des enfants à Aquadombes.